

Code bleu pour les services de garde à l'enfance



Apr 11, 2011 12:16 ET

Félicitations au NPD pour une législation nationale en matière de garde à l'enfance

Et pour son engagement en faveur de services de garde de type communautaire

OTTAWA, ONTARIO--(Marketwire - 11 avril 2011) - L'engagement du Nouveau parti démocratique en faveur d'un programme national de services de garde à l'enfance recevait l'aval aujourd'hui de Code bleu pour les services de garde à l'enfance, une coalition qui travaille à faire de l'éducation préscolaire et de la garde à l'enfance un enjeu de cette campagne électorale fédérale. Le groupe a félicité le NPD d'avoir réitéré son engagement de longue date pour des services de garde à l'enfance financés par l'État.

« Nous sommes satisfaits, notamment, de l'engagement du NPD à enchâsser dans une loi un programme national de services de garde à l'enfance », a déclaré Shellie Bird, coordonnatrice de la campagne Code bleu et travailleuse en garderie d'Ottawa. « Il est essentiel d'avoir une loi nationale pour soutenir un cadre politique robuste axé sur les besoins des enfants en matière de services éducatifs et de garde à l'enfance et sur le soutien aux parents. Le gouvernement fédéral a un rôle fondamental à jouer auprès des provinces et des territoires pour les aider à mettre en œuvre leurs systèmes d'éducation préscolaire et de garde à l'enfance »

Sue Delanoy, militante de Saskatoon et membre de l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance, a affirmé : « L'accent placé sur des services communautaires intégrant éducation à la petite enfance et services de garde s'inscrit tout à fait dans la vision des militants et des chercheurs, à savoir que la garde à l'enfance n'est pas un business pour faire des profits. L'engagement fondamental du NPD, qui place les services de garde au cœur d'institutions démocratiques fortes, et non pas de méga-entreprises, constitue la clé de l'accessibilité et de la qualité ».

Code bleu pour les services de garde, une coalition regroupant des organisations de services de garde, des syndicats, des groupes de femmes, des organismes de lutte contre la pauvreté et de justice sociale de toutes les régions du Canada, milite pour un système universel de services de garde de qualité, publics et financés par l'État. La coalition réclame de tous les chefs de parti qu'ils s'engagent à bâtir ce système d'ici 2020 et qu'ils commencent en y investissant immédiatement des montants importants et en adoptant un cadre politique robuste.

Code bleu a souligné que « la plupart des Canadiens et des Canadiennes hors Québec souhaitent que le gouvernement fédéral assume un rôle de premier plan pour garantir aux familles canadiennes qui en ont besoin l'accès à des services éducatifs et de garde à l'enfance de qualité. La proposition du NPD met de l'avant de bonnes mesures concrètes en vue d'établir un système de garde à l'enfance bénéfique pour tous les enfants et leurs familles au Canada.

Autorisé par ACPSGE/Code bleu pour les services de garde à l'enfance

For more information, please contact

Shellie Bird
Coordonnatrice de la campagne Code bleu

613-233-0228

ou

Association canadienne pour la promotion
des services de garde à l'enfance

Sue Delanoy

306-241-4952

[Back](#)

Privacy Statement | Terms of Service | Sitemap | © 2011 Marketwire, Incorporated. All rights reserved.
Your newswire of choice for expert news release distribution.
1-800-774-9473 (US) | 1-888-299-0338 (Canada) | +44-20-7562-6550 (UK)

12 avril 2011 | Le Droit | SAMUEL BLAIS-GAUTHIER GAUTHIER sbgauthier@ledroit.com répondant régional
correspondant régional

Julie Bourgeois soupçonne « un coup monté »

*« Je suis extrêmement déçu pour ce qui est arrivé aux affiches électorales des candidats dans GPR au cours de la campagne. »
Pierre Lemieux*

La campagne se poursuit sur le même ton qu'elle a débuté dans Glengarry-Prescott-Russell : dans un climat d'offensive. L'équipe de la candidate libérale, Julie Bourgeois, y est allée de nouvelles attaques contre le député conservateur sortant Pierre Lemieux, l'accusant à mots à peine couverts d'y être pour quelque chose dans une série d'actes de vandalisme contre ses pancartes électorales.

« Il semble y avoir un mouvement concerté pour détruire les pancartes électorales de Julie Bourgeois. Nous soupçonnons un coup monté parce qu'aucune pancarte conservatrice n'a été endommagée. Le candidat conservateur Pierre Lemieux avait pourtant déclaré aux médias qu'il souhaitait une campagne respectueuse et honnête. Nous croyons qu'il devrait demander à ses partisans de respecter cette consigne et de cesser d'endommager les pancartes de son adversaire d'ici la fin de la campagne », a déclaré l'organisation de Mme Bourgeois.

Réplique de l'équipe Lemieux

L'équipe du député sortant a rapidement réagi à ses déclarations. « Je vous assure que notre équipe n'a rien à voir avec tout cela. Il y a de nos affiches qui ont aussi été vandalisées. C'est le genre de situation qui survient à chaque campagne électorale. N'importe quelles fausses accusations portées à notre endroit seront mal perçues. Nous ne nous sommes jamais abaissés à lancer des attaques personnelles envers Julie Bourgeois, contrairement à la candidate qui a traité son rival de menteur ou incompetent », a répondu Véronique Bergeron, directrice des communications de l'équipe de Pierre Lemieux.

Au moment d'aller sous presse, Pierre Lemieux n'avait pas retourné les appels du Droit, comme la candidate Julie Bourgeois d'ailleurs. Le député sortant a toutefois émis une déclaration, dans un communiqué envoyé en fin d'après-midi.

« J'ai hâte que nos chemins se croisent au cours des prochaines semaines afin de débattre de nos idées et de nos plateformes politiques. Je suis extrêmement déçu pour ce qui est arrivé aux affiches électorales des candidats dans Glengarry-Prescott-Russell au cours de la campagne. Les affiches électorales remplissent une fonction importante, car elles rappellent aux électeurs quelles sont leurs options le jour du scrutin. Les gens de GPR savent que je suis une personne d'intégrité et que je n'hésite pas à condamner ces actes répréhensibles de vandalisme », a-t-il répondu.

L'équipe de Julie Bourgeois n'a pas rapporté les actes de vandalisme à la Police provinciale de l'Ontario.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

12 avril 2011 | Le Droit

La caisse de retraite ontarienne opte pour l'effet de levier

MONTREAL — Sous Michael Sabia, la Caisse de dépôt a décidé de diminuer son risque, alors que Teachers', à laquelle la Caisse est souvent comparée, a augmenté le sien en utilisant plus d'effet de levier financier en 2010.

Le régime de retraite des enseignants de l'Ontario a réalisé un rendement de 14,3 %, supérieur, encore une fois, à celui de la Caisse de dépôt qui a obtenu 13,6 % en 2010.

Au-delà de la performance, c'est l'augmentation du risque financier pris par Teachers' en 2010 qui a retenu l'attention de Michel Nadeau, directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques et ancien numéro 2 de la Caisse de dépôt au début des années 2000.

« La proportion d'endettement de Teachers' augmente constamment depuis quatre ans et s'approche dangereusement du sommet atteint par la Caisse il y a cinq ans, écrit M. Nadeau dans une lettre envoyée à La Presse intitulée « Jusqu'où Teachers' va emprunter pour augmenter son rendement ? ».

Le déficit bondit

À la différence de la Caisse, Teachers' est une véritable caisse de retraite, responsable à la fois de faire fructifier les cotisations de retraite et de verser les prestations aux retraités. Or, Teachers' est dans le rouge. Le déficit entre la valeur de son actif et celle de son passif a bondi de 10 milliards en un an, malgré un rendement sur l'avoir net de 14,3 %. Le déficit s'établit à 32,7 milliards \$ au 31 décembre 2010. Chaque année, il y a plus d'argent qui sort de la caisse en prestations qu'il y en a qui entre en cotisations.

Une approche conservatrice aurait été de hausser les cotisations de l'employeur, ici le gouvernement de l'Ontario, pour renflouer les coffres et adopter une politique de placement largement investi en titres de revenus fixes en accord avec le profil du régime de retraite des enseignants, qui compte 1,5 enseignant actif pour 1 enseignant à la retraite. En 1970, le rapport était de 10 pour 1.

L'effet de levier

En regardant le rapport annuel 2010, Teachers' a plutôt fait le pari de doper le rendement en augmentant son effet de levier. Le levier, c'est emprunter pour investir. « Il est très tentant de jouer l'écart entre les coûts très bas du marché monétaire et le rendement appréciable des actions et obligations », écrit Michel Nadeau.

Dans le rapport annuel de Teachers', les emprunts à court terme faits sur le marché monétaire ont augmenté de 12,7 milliards \$ en un an, pour atteindre 31,4 milliards \$. Ces emprunts correspondent maintenant à 30 % du portefeuille d'investissements de la caisse de retraite, au lieu de 20 % en 2009. « Nos emprunts sont liés à des produits dérivés et des REPO. Cette stratégie occupe une plus grande place dans nos investissements depuis les années 1990 », écrit la porte-parole du régime, Deborah Allan, dans un courriel.

Pour illustrer qu'est-ce qu'un REPO, acronyme anglais pour Titres vendus en vertu de conventions de rachat, disons que Teachers' vend à un tiers 100 millions \$ d'actions avec promesse de les racheter plus tard. En contrepartie, le prêteur lui prête à court terme 75 millions \$ au taux du marché monétaire. Teachers' investit l'argent emprunté à 2 ou 3 % dans des obligations ou des actions qui rapportent beaucoup plus, d'où l'effet de levier positif.

La valeur des REPO est passée de 9,7 milliards \$ en 2009 à 28,2 milliards \$ en 2010, toujours d'après le rapport annuel.

La Presse

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | *12 Apr 2011* | *Ottawa Citizen* | *By matthew pearson*

U of O students call for coed dorm rooms

Apartment-style residences already allow it

The students association at the University of Ottawa wants people in residence to be able to live with members of the opposite sex in the same dorm room.

Coed living arrangements are currently allowed at two apartment-style residences where each student gets a different bedroom, but the student-led proposal would extend the policy to five other buildings, including traditional dorms where two students share rooms.

"The students who are living in residence are able to work full-time, they're able to vote, they're able to drop out of university, they can make all these decisions, but then to have the university decide who's able to be their roommate and not doesn't seem to make a great deal of sense," said Ted Horton, the vice-president of university affairs for the Student Federation of the University of Ottawa.

The university sees it a bit differently.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 12 Apr 2011 | Ottawa Citizen

Coed: University official cites age of students

Many first-year students living in residence are as young as 17, so letting them share rooms with members of the opposite sex might raise eyebrows among parents.

"We don't see the need, we don't feel the need, we don't get any requests to that respect," said Pierre La Roche, a spokesman for the university's housing and convention services department.

"We're dealing with individuals that are so young that keeping that policy for the time being just seems right."

The university asks incoming students what type of room they would like: a single room in a shared suite, a single room in a traditional residence or a shared room in a traditional residence. People can also request specific roommates. If students of different genders want to live together, La Roche said he or she could apply to live in one of the two residence buildings where that's currently possible. One-third of students living in residence already have the option of coed living arrangements, he added.

Horton said the student proposal was also designed to accommodate students in the process of discovering their gender and sexual identity. Students who identify as gay, lesbian, bisexual or transgender may not want to live with someone of the same gender, he said, adding students should have the option of choosing to live with a person of the opposite sex if they want. "The main concern seems to hinge around students sleeping together, but that's something that already happens, something that can happen.

"A student who identifies as homosexual can live with their partner in their room because they're of the same sex and the university doesn't have a policy prohibiting that, so then to hold heterosexual students to a different standard than homosexual students based on the perceived likelihood of whether or not they'll sleep together is a convoluted basis for the policy," Horton said.

The students' association is researching how other Canadian universities have dealt with coed roommates and plans to bring a report to the housing advisory committee.

La Roche said he was not aware of any Canadian schools that allowed male and female students in traditional dorms to share rooms.

"We (are) not convinced many institutions would go for coed double rooms with individuals that are so young," La Roche said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 12 Apr 2011 | Ottawa Citizen

Teacher holds mock slave auction in class

Trying to bring a Civil War history lesson to life, a teacher in Norfolk, Virginia, turned her classroom into a slave auction, ordering black and mixed race students to one side of the classroom before white students took turns buying them. Parent complaints began rolling in shortly after the lesson, and the principal at Sewells Point Elementary School wrote to parents that teacher Jessica Boyle had gone too far. Lessons on the Civil War have long been among the most sensitive topics in Virginia classrooms, many located near the grounds of the Confederacy's bloodiest battles. Boyle taught her lesson less than two weeks before the 150th anniversary of the conflict today. A board spokeswoman said "appropriate personnel action is being taken" but would not discuss the details.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.